

Les annonces du gouvernement, en prévision de la programmation de loi de finances 2026, s'inscrivent dans une offensive brutale et continue contre les droits des travailleurs et travailleuses, qu'ils soient avec ou sans emploi. **Sous couvert de "responsabilité budgétaire", ce sont en réalité des attaques frontales contre notre modèle social que nous dénonçons avec force.**

Le gouvernement entreprend de **s'attaquer une nouvelle fois au code du travail, à l'assurance chômage**. À cela s'ajoute **une attaque contre les arrêts maladie, qui vise à culpabiliser les salarié.es malades**. Dans la même logique que la loi Plein emploi, le gouvernement s'attaque aux malades, aux précaires et fait porter la responsabilité des dettes et déficits sur nous toutes et tous. Les 211 milliards d'euros d'aides publiques versées l'année dernière sans contrôle, sans évaluation, sans suivi ne seront, elles, pas touchées. 27 faisceaux d'indices permettant de détecter un manque potentiel de recherche active d'emploi et aucun outil pour contrôler les aides aux entreprises, telle est la conception de nos dirigeants. Malades, précaires, privé.es d'emploi, travailleurs et travailleuses feront les efforts nécessaires. **Ces mesures constituent une nouvelle étape dans le démantèlement de notre système de protection sociale et dans la destruction progressive de nos services publics**. 3000 postes de fonctionnaires en moins, 1 départ à la retraite sur 3 non remplacé, 1000 à 1500 postes en moins dans les agences nationales voilà la cure d'austérité pour des services vitaux pour la population.

Dans ce contexte, non seulement la Direction Générale de France Travail accompagne cette restriction budgétaire et se prépare à des coupes supplémentaires, mais de plus fait le service après-vente des annonces gouvernementales sur l'intranet FT. Il n'y a pas de raison que France Travail échappe aux suppressions de postes. Dans la continuité du discours du 1^{er} ministre sur l'Intelligence artificielle, et en lien avec le plan national 2030 « Osez l'IA » qui, d'après lui, peut faire progresser la productivité de 20%, la direction veut accélérer son déploiement, sans réelle concertation, afin d'atteindre rapidement les objectifs de gain de 3700 postes lié à sa politique d'efficacité, et ainsi contribuer aussi la baisse des dépenses d'intervention de l'Etat et de l'UNEDIC. En réalité, ces outils, démarche efficacité et IA, ne sont que des outils au service de la réduction des coûts et des effectifs, et non de l'accompagnement humain des usager-es ou des conditions de travail des agent-es.

Pire encore, malgré les alertes portées par les représentants-es du personnel sur l'introduction de l'IA sur les impacts sur nos métiers et nos missions et alors qu'une expertise a été votée à l'unanimité, **la direction accélère le processus sans attendre le débat nécessaire sur les préconisations de l'expert et les décisions qui doivent en découler**. Parallèlement aux annonces du gouvernement en cette période estivale, la DG présente, en un mois, la restructuration de la DSI en DGA TECH, Match FT et NEO. Toutes ces mesures vont dans le sens de l'accélération de l'utilisation de l'IA à France Travail.

La CGT France Travail réaffirme avec détermination :

- **Son opposition totale aux réformes régressives de l'assurance chômage et de la protection sociale** et à toutes les annonces gouvernementales,
- **La nécessité d'ouvrir rapidement des négociations pour un accord au sein de France Travail afin de cadrer le déploiement à outrance de l'intelligence artificielle**, afin qu'elle ne soit pas développée dans le seul objectif d'obtenir des gains d'efficacité,
- **L'abrogation de la Loi plein emploi et du décret sanction.**

Nous appelons l'ensemble des agent-es à se rassembler, autour de la CGT, pour construire la prochaine mobilisation dans l'intersyndicale la plus large afin de défendre nos droits, nos emplois, nos conditions de travail, et un service public de qualité, accessible à toutes et tous.

Paris, le 24 juillet 2025